

S5 « Produire hors emploi » ... Quand "le prix à payer" pour travailler s'avère trop élevé

Ce qu'il faut retenir du scénario 5

Une rupture forte s'est produite résultant d'un double phénomène : le dysfonctionnement de la sphère travail (conflits violents liés à la précarité de l'emploi et à la dégradation des conditions de travail) et le souhait de réinvestir sa vie personnelle. Le travail en entreprise n'est plus l'axe central de la structuration économique, sociale et temporelle. Les liens sociaux sont investis en priorité pour limiter les dépenses en instaurant des modes de fonctionnement davantage mutualisés. Pour lutter contre un risque d'éclatement de la société civile et du monde économique, les acteurs du territoire tentent de développer, à leur niveau, un véritable dialogue sociétal.

Plan

1. "L'activité" prend le pas sur le travail salarié
2. L'usage des biens plutôt que la propriété
3. Le monde de l'entreprise se divise
4. Les dérives sont gérées par un nouveau dialogue territorial

"L'activité" prend le pas sur le travail salarié

Au plan mondial, le poids des pays tel que la Chine, l'Inde ou le Brésil continue de croître au détriment de celui des pays occidentaux, tant dans la production manufacturière que dans le secteur des services et dans certains secteurs de pointe (informatique, électronique ...).

Les pays qui étaient les plus développés au début du siècle n'ont pas, pour la plupart, su adapter leur modèle économique sans rentrer dans une compétition effrénée de baisse des coûts. La recherche de toujours plus de rentabilité a conduit les entreprises, notamment françaises, à toujours plus de flexibilité et à développer l'automatisation pour réduire les coûts de main d'œuvre.

Nous assistons à une fracture entre d'une part une élite économique de plus en plus réduite constituée d'un noyau stable de travailleurs salariés et d'autre part d'une large main d'œuvre d'appoint composée de travailleurs temporaires, intérimaires, à temps partiels voire très partiels (le travail à la tâche est devenu très fréquent dans beaucoup de secteurs d'activité).

Pour cette frange de la population, le "prix à payer" pour accéder à l'emploi ou rester en emploi s'avère trop élevé. Un certain nombre décroche avec la "sphère travail" et développe des pratiques de débrouillardise (travail au noir, auto-production, don, récupération ...) qui permettent la survie.

Dans les années 2000, Paul Grell et Anne Wéry parlaient déjà de "banlieue du travail salarié", un espace où le travail salarié n'occupe pas ou plus la fonction première.

Plus globalement, les périodes professionnelles de transition s'allongent et se diversifient : multiplication des stages et formations en alternance pour les jeunes, entrée plus tardive dans la vie active, succession de périodes de travail et de chômage ou de formation-reconversion pour les adultes, allègement de fins de carrière pour les seniors mais aussi reprise d'activité tardive pour compléter les revenus ... Les parcours individuels plus hachés, avec des ruptures professionnelles nombreuses, des périodes de transition ou d'attente entre deux "jobs" créent pour certains les conditions d'un investissement accru dans des activités citoyennes ou d'intérêt général, transitoirement ou en simultanéité. Cette multiplication des situations intermédiaires rend plus floues les frontières entre l'emploi et le non-emploi.

Au-delà d'un dysfonctionnement majeur de la sphère travail, le désir de mieux concilier vie professionnelle et vie privée n'a cessé de s'affirmer depuis le début du siècle. Les liens familiaux et plus globalement les liens sociaux (amis et voisinage, réseaux et espaces citoyens de proximité...) sont investis en priorité. Ils permettent de trouver d'une part un mode pragmatique de réponse à des besoins et d'autre part une forme de "sociabilité" et de "réalisation de soi" qui n'est plus mis en avant dans le milieu de l'entreprise.

Les individus investissent de plus en plus un espace où le travail salarié n'occupe pas la première place et où ils essaient de se débrouiller sinon sans lui, tout au moins dans une relation de dépendance moins prégnante.

Sans le soutien de l'Etat qui impose l'idée que la protection sociale reste liée au fait d'être en emploi, l'activité prend le pas sur le travail.

L'usage des biens plutôt que la propriété

Ce mouvement enclenche la recherche de pratiques nouvelles dites de "substitution de revenus" ou de limitation de dépenses en instaurant des modes de fonctionnement davantage mutualisés.

On assiste notamment au développement des "usages mutualisés" qui sont apparus dans les années 2010 avec les services du type Vélo'v, AutoLib qui touchent aujourd'hui la sphère domestique. Des services collectifs s'organisent afin de rationaliser les coûts à l'échelle des immeubles, des quartiers, des villages, des villes (services de laverie, de restauration, de nettoyage, de gardiennage-sécurité, de bricolage...) dont la gestion peut également se faire à distance (réservation, commande, suivi, évaluation du consommateur...).

Le développement du marché de la vente d'occasion connaît une croissance importante. Au-delà des associations caritatives, une offre commerciale de produits d'occasion (troc.com ...etc.) ou de réseaux de particuliers à particuliers via le net (e.bay, le bon coin...) s'est consolidée.

En plus d'être une solution économique, ces nouveaux modes de consommation s'appuient sur des principes de "développement durable". Des initiatives très innovantes dans le domaine du recyclage et traitement/valorisation des déchets, voient le jour tant dans des logiques d'échanges de proximité (ateliers de quartier) que dans une véritable économie marchande par le biais des entrepreneurs sociaux ou privés.

Dans le même état d'esprit, on a vu se rénover les Services d'Echanges Locaux (SEL) et le développement d'une multitude de réseaux sociaux de sorties et d'échanges. Ils permettent à leurs membres de procéder à des échanges de biens, de services et de savoirs, sans avoir recours à l'argent. On y troque de l'électro-ménager, des cours de langues, de traitement de texte, de musique, de théâtre, de peinture, de yoga ou de mathématiques. On offre du co-voiturage, du repassage, de faire les courses, de la coiffure, de la confection de vêtements, de la garde d'enfants ou d'animaux, du massage ... On peut se procurer des services de rénovation et d'entretien : plomberie, électricité, isolation, etc. On organise également des activités conviviales (pique-nique géants ou soupes populaires) sur une place de village ou un quartier. D'autres mettent sur pied un journal d'information locale, un café internet, ou organisent des spectacles ou expositions avec les talents locaux. En plus de l'aspect économique basé sur l'échange des biens et services, c'est le développement de l'activité en commun qui est mis en avant.

Il s'agit tout simplement de la réinvention de circuits économiques de base. Produire, échanger, en marge des contraintes administratives, sans prélèvements obligatoires avec la réinvention d'un système libre. Néanmoins, les détracteurs estiment que ces systèmes ont l'inconvénient de promouvoir une société close et protectionniste.

On voit, en effet, se développer un "entre soi" organisé au sein de groupes sociaux homogènes (famille, voisins, amis, réseaux citoyens de proximité mais aussi réseaux sociaux via le net).

Ces nouvelles pratiques permettent la survie ou la réalisation de soi suivant la capacité individuelle à s'inscrire dans des réseaux sociaux. Elles conduisent à un morcellement de cette nouvelle société avec d'une part ceux qui n'arrivent pas à reconstruire des issues individuelles et collectives et d'autre part, l'explosion du nombre de minis collectifs, sans lien entre eux, permettant de fédérer la société.

Pour l'élite économique constituée de travailleurs salariés stables dont le pouvoir d'achat reste suffisant, l'arbitrage entre consommation et épargne se réalise au profit de la consommation, permettant un investissement continu dans les technologies de l'information et le recours aux services

extérieurs plutôt qu'à l'autoproduction. Ces aspects matériels sont corrélés à l'attachement au principe de liberté et de la satisfaction individuelle qui a vu son développement avec les "trente glorieuses".

Le consommateur "classique" est ainsi nomade, au centre d'un réseau où la relation à l'acte d'achat est dématérialisée et procède d'un arbitrage en fonction de l'usage recherché et de l'offre de biens et services. On achète un service complet qui intègre la logistique de collecte et de livraison à domicile ou sur les lieux de travail, le Service Après Vente ...etc.

Le consommateur est toujours connecté à un réseau dématérialisé et est friand de nouveaux outils pour améliorer cette relation. La fracture numérique est réelle et renforce l'exclusion sociale d'une partie de la population notamment celle qui n'a pas la capacité individuelle à s'inscrire dans des réseaux sociaux pour accéder à du matériel collectif ou aux compétences que nécessitent l'évolution du web et des technologies de l'information.

Le monde de l'entreprise se divise ...

Cette évolution des modes de consommation, le désinvestissement du travail en entreprise mais aussi les turbulences économiques répétées, l'âpreté du jeu concurrentiel, les faiblesses de la régulation, bousculent le monde économique et accroissent les incertitudes et les risques pour les entreprises.

Diverses stratégies sont développées par celles-ci pour y faire face.

Certaines entreprises demeurent dans une logique économique stricte et le clivage avec les salariés se renforce. Elle reste viable en misant sur un nombre restreint de salariés dans l'obligation de travailler, d'une minorité qui reste investie mais aussi de « mercenaires » parvenant à limiter leur engagement sur un temps déterminé ; une partie d'entre elles a su développer des modèles qui restent performants avec un turn-over chronique en misant sur l'extension de l'automatisation des tâches pour compenser le besoin de main-d'œuvre et sur des organisations du travail très fragmentées pour limiter le besoin en compétences de haut niveaux.

L'aspiration à l'entraide et à la mutualisation conduit d'autres entreprises à l'innovation. Celles-ci s'organisent en groupement d'intérêts. Elles mettent l'éthique en avant et cherchent à réconcilier l'économique et le social, à partager la valeur travail dans ses dimensions de réalisation de soi et de reconnaissance sociale. Ces nouveaux regroupements sont organisés principalement à l'échelle locale.

Enfin de plus en plus de personnes créent leur propre activité, souhaitant être actrices de leur destin et choisir leurs conditions de travail. Les micros entreprises fleurissent dans tous les domaines, notamment dans l'artisanat, les services ou la logistique. Néanmoins, là encore les logiques de réseaux s'imposent pour prendre certains marchés ou réaliser des économies d'échelle mais aussi pour répondre de manière très spécifiques à des besoins localisés.

Pour les entreprises qui font le choix de modèles socio-économiques plus collectifs, on voit apparaître des pratiques nouvelles.

Certains groupements d'entreprises, centrés sur les TPE/PME et entreprises unipersonnelles, à l'instar de la banque suisse WIR¹, transposent l'esprit des SEL (Services d'Echanges Locaux) à un niveau économique local, dans le but de s'entraider et d'organiser l'échange des marchandises sans argent (ou presque).

On voit également apparaître des modifications de gouvernance qui permettent de contrebalancer le pouvoir des propriétaires actionnaires par d'autres parties prenantes telles que les salariés et quelquefois la puissance publique, sur des secteurs particuliers. Les salariés ont obtenu un droit d'intervention qui combine droit de veto et droit de propositions alternatives au même titre que les actionnaires. Les instances représentatives du personnel siègent à tous les niveaux stratégiques de l'entreprise.

Au-delà des aspects économiques, ces innovations concernent la sphère sociale. L'enjeu pour certains acteurs territoriaux devient la sécurisation des parcours en trouvant une cohérence entre "parcours de vie au travail" et "parcours de vie hors travail". L'idée d'un travail plus souple, tolérant davantage de moments sans travail, et une durée du travail aménagée avec des espaces de non-travail commence à faire sa place.

¹ Cercle économique-société coopérative Wirtschafting-Genossenschaft

Des innovations pour faciliter la vie des salariés se multiplient : services sur le lieu de travail, plans de déplacements d'entreprises (PDE) ...

Ces nouvelles formes d'organisation collective peuvent servir néanmoins des stratégies diverses.

Certaines entreprises créent des réseaux et développent des relations essentiellement fondées sur des enjeux de collaborations et de mutualisations dans l'ensemble des secteurs de l'économie au profit d'une dynamique locale d'ouverture.

D'autres entreprises, en revanche, s'organisent en communautés d'intérêts et de solidarités organiques. Il s'agit de construire, à l'intérieur de ces communautés, un ordre social et fonctionnel qui rassure les salariés-membres par un environnement stable et motivant. Elles cherchent à susciter une nouvelle dynamique sociale sous une forme "néo-tribale". Le management porte beaucoup d'attention au travail, à son organisation, à ses conditions d'exercice ; il est particulièrement vigilant aux situations clefs, où se fondent les liens sociaux sources de consistance et de développement du groupe. Les salariés sont sélectionnés avec beaucoup d'attention et leur intégration est accompagnée. Il s'agit de garantir pour ses membres la prospérité et la stabilité. En contrepartie, il est attendu un engagement fort sur l'intérêt commun et une obligation de résultats. Un manquement aux règles communes peut conduire à l'exclusion. Les frontières de la tribu sont bien marquées et le contrôle social est fort. La main d'œuvre précarisée issue des autres modèles d'organisation fournit à ces entreprises les soupapes nécessaires dans un environnement très turbulent.

Les dérives sont gérées par un nouveau dialogue territorial

Pour lutter contre un risque d'éclatement de la société en groupes autonomes, et de montée d'un certain communautarisme, les acteurs publics et les partenaires sociaux portent un véritable projet politique aux niveaux régional et territorial.

Le dialogue social traditionnel se structure progressivement au niveau de la Région et des territoires, avec la création de nouvelles instances. La région Rhône-Alpes qui a une certaine antériorité dans ce domaine, grâce aux actions menées depuis les années 2000, mise sur un véritable dialogue sociétal réunissant citoyens, entreprises, monde associatif, élus locaux... Certains réseaux d'entreprises évoqués plus haut sont très investis dans ces dynamiques.

Ce dialogue territorial, sous des formes les plus instituées, est reconnu comme légitime par la grande majorité des acteurs.

Cette dynamique est la résultante de deux forces concourantes :

- d'un côté une accélération des politiques de gouvernance régionale à l'instar des pays européens fédéraux ou fortement régionalisés ;
- de l'autre côté un besoin croissant de mieux réguler des questions sociales (logement, transports, emplois/compétences, santé ...) et environnementales ...

La sécurisation des parcours et le partage des temps pour une conciliation entre vie professionnelle, vie privée et vie sociale deviennent un enjeu majeur. La tendance à régler individuellement les problèmes fait progressivement place à des initiatives territoriales réunissant des acteurs multiples.

Ce faisant, certaines organisations citoyennes militent pour un contrat social fondé sur la multi activité, les personnes conjuguant, au cours de leur vie, activité de production classique avec d'autres types d'activités familiales, associatives ou éducatives. On imagine alors les personnes s'investir davantage dans des temps sociaux et extraprofessionnels ; la notion de travail est alors élargie à des actions citoyennes et d'utilité sociale avec un revenu d'existence sécurisant les temps sans rémunération suffisante. Ces expériences sont reconnues et valorisées par les entreprises comme un moyen d'acquérir des compétences transférables et opérationnelles pour la réalisation du travail.